

ANNEXE 1. Proposition de motion communale de soutien à Madame Aung San Suu Kyi et aux démocrates birmans (Campagne “Communes pour la Birmanie”)

Considérant que Aung San Suu Kyi, chef de file des démocrates en Birmanie et Prix Nobel de la Paix 1991, a été détenue treize ans de ces dix-neuf dernières années, confinée en résidence surveillée sur ordre de la junte militaire au pouvoir ;

Considérant que Aung San Suu Kyi est actuellement détenue à la prison d’Insein à Rangoon dans le cadre d’une procédure judiciaire arbitraire pour avoir prétendument enfreint les conditions d’une détention pourtant illégale au regard des lois internationales et nationales ;

Considérant qu’Aung San Suu Kyi a gagné, en 1990, avec 82% des sièges les seules élections libres jamais organisées en Birmanie, et que c’est depuis lors qu’elle est maintenue en détention par la junte ;

Considérant que cette junte militaire birmane est actuellement l’une des pires dictatures au monde, dénoncée par l’OIT (Organisation internationale du Travail) et l’ONU (Organisation des Nations Unies) ;

Considérant qu’Aung San Suu Kyi, Secrétaire générale de la Ligue nationale pour la Démocratie, est actuellement la seule lauréate du Prix Nobel de la Paix à être ainsi privée de liberté ;

Considérant qu’elle invite, depuis des années, la communauté internationale à soutenir le combat non violent de son peuple, notamment en appliquant des sanctions économiques à l’encontre des entreprises qui investissent en Birmanie ;

Considérant les nombreuses résolutions du Parlement européen (et principalement celles des 7 septembre et 16 novembre 2000, et du 16 septembre 2004) sur la Birmanie, condamnant les graves atteintes aux libertés, les intimidations et menaces, et demandant aux autorités de ce pays d’accorder immédiatement la liberté de mouvement à Aung San Suu Kyi ;

Considérant la présence d’entreprises actives en Birmanie contre le souhait exprimé par Madame Aung San Suu Kyi et les démocrates birmans, et les investissements financiers d’établissements bancaires belges dans plusieurs de celles-ci,

Considérant la nécessité actuelle d’introduire des normes éthiques dans la finance pour mettre en œuvre à tous les échelons de notre économie globalisée les valeurs qui caractérisent notre démocratie -au premier lieu desquelles le respect et la promotion des droits de l’Homme,

Considérant que notre commune est un acteur d’un monde globalisé mais interconnecté et que le principe « penser globalement, agir localement » doit être traduit dans les nombreuses décisions communales pour une action locale cohérente;

Considérant le fait que la commune a une fonction d'exemple concernant la responsabilité sociale en matière d'utilisation de l'argent de l'impôt et que le contribuable a le droit d'être informé au sujet de la dépense de son impôt par sa commune,

Le conseil communal de [Votre commune], réuni en séance ce [.././2009], décide :

1. de soutenir l'action des démocrates en Birmanie et de relayer le message d'Aung San Suu Kyi, en particulier auprès de la population communale, pour que la communauté internationale et l'Union européenne fassent pression sur la junte, notamment en appliquant les sanctions économiques ciblées demandées par les démocrates birmans ;
2. de faire Aung San Suu Kyi citoyenne d'honneur de la commune de ;
3. de ne plus acheter des produits d'entreprises produisant en Birmanie, les investissements de ces entreprises ne faisant que soutenir la junte au pouvoir ;
4. de mandater le collège des bourgmestres et échevins à veiller à ce que les impôts de notre commune ne soient pas utilisés pour le financement d'entreprises actives en Birmanie tant que les démocrates birmans appellent à des sanctions économiques envers leur propre pays ;
5. de mandater le collège des bourgmestres et échevins à obtenir une information complète auprès des institutions bancaires de l'utilisation qui est faite de l'argent déposé par la commune auprès de celles-ci et de veiller, par le choix de produits bancaires durables, à ce que les placements et les investissements communaux soient socialement responsables.
6. de mandater le Collège échevinal à mettre en œuvre la présente motion et d'inviter les établissements bancaires actifs sur son territoire à cesser d'investir dans les entreprises actives en Birmanie tant que les démocrates birmans appellent à des sanctions économiques envers leur propre pays ;
7. d'œuvrer à la libération d'Aung San Suu Kyi dans la mesure de ses moyens.
8. de porter cette information à la connaissance du Ministre des Affaires étrangères, du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, du Ministre des Finances, de la Présidente du Sénat, du Président de la Chambre, du Président de la Commission européenne, du Président du Parlement européen et de la Fédération Belge de la Finance (Febelfin).